

DEPARTEMENT DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Syndicat intercommunal Puyoô Bellocq Ramous

Concession du service public de l'assainissement collectif

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Date limite de remise des offres :
Lundi 5 mai 2025 à 14h00**

Article 1 . Préambule – Objet de la consultation

La présente consultation est engagée conformément aux articles L 1411-1 et suivants et R1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'aux dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 codifiées dans la 3ème partie du code de la commande publique. Elle a pour objet de confier l'exploitation du service public d'assainissement collectif du Syndicat intercommunal d'assainissement de Puyoô Bellocq Ramous par voie de concession de service public.

Le principe de la concession pour la gestion du service public de l'assainissement collectif du Syndicat intercommunal de Puyoô Bellocq Ramous a été adopté par une délibération du Comité syndical en date du 18/03/2025

Le futur concessionnaire sera chargé de l'exploitation du service public d'assainissement collectif comprenant :

- La gestion du patrimoine syndical constitué par les ouvrages du service d'assainissement collectif (station d'épuration, postes de relevages, réseaux et raccordements) y compris la gestion des boues d'épuration,
- L'exploitation du service,
- La relation avec les usagers du service et les tiers,
- La relation avec le Syndicat, maître d'ouvrage,
- La gestion des atteintes à l'environnement du fait de pollution accidentelle du milieu,
- La réalisation de certains travaux prévus dans le cadre du contrat.

Le contenu des missions est précisé par le cadre de contrat et ses annexes joints au dossier de consultation.

La concession débutera le 1er janvier 2026 et s'achèvera le 31 décembre 2038 (12 ans).

Article 2 . Forme de la procédure

Les candidats sont informés qu'ils devront remettre simultanément un dossier de candidature et leur offre.

Dans un premier temps, la commission d'ouverture des plis procédera à la sélection des candidatures et, après analyse de celles-ci, dressera la liste des candidats admis à présenter une offre.

Dans un deuxième temps, la commission d'ouverture des plis procédera à l'analyse des offres des candidats admis à présenter une offre et rendra un avis.

Au vu de cet avis, Monsieur le Président engagera librement des négociations avec le(s) candidat(s) de son choix.

La collectivité se réserve le droit de demander aux candidats ayant déposé un pli, tout complément d'information nécessaire à la compréhension de leur offre.

Le Comité syndical sera saisi du choix du concessionnaire par Monsieur le Président.

Article 3 . Contenu et conditions de remise du dossier de consultation

Le dossier de consultation est retiré gratuitement par le candidat sur le profil d'acheteur de la collectivité : www.demat-ampa.fr.

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation ;
- Un cadre de contrat assorti des annexes suivantes :

- projet de règlement du service,
- cadre du compte prévisionnel d'exploitation et annexes de détail de certaines charges, de justification de la formule d'actualisation et de décomposition du branchement type,
- cadre de bordereau des prix de travaux neufs et des prestations diverses,
- inventaire des biens du service et cadre du plan prévisionnel de renouvellement,
- description et éléments techniques du service :
 - plans des réseaux
 - documents techniques et administratifs relatifs à la station d'épuration (l'arrêté préfectoral fourni est échu, le renouvellement est en cours)
 - rapports annuels du délégataire (années 2021, 2022, 2023)
 - rapports de contrôles réglementaires liés à la sécurité du travail

Modification du dossier de consultation :

- Le Syndicat intercommunal d'assainissement de Puyoô Bellocq Ramous se réserve la faculté de modifier ou compléter le dossier de consultation avant la date limite de remise des propositions. Il en informera le cas échéant tous les candidats.
- Les candidats mentionnent à l'autorité concédante les éventuelles omissions que pourraient comporter, à leur avis, le dossier de consultation dans un délai qui ne pourra être inférieur à quinze jours avant le terme de la remise des propositions.
- Des précisions ou modifications seront apportées en tant que de besoin par la collectivité à tous les candidats au plus tard huit jours avant cette date.
- En tant que de besoin, les délais de remise des propositions seront modifiés en conséquence.

Article 4 . Compléments à apporter au dossier de consultation par les candidats

Les candidats doivent accepter sans réserve et en l'état les documents constitutifs du dossier de consultation. Les candidats apporteront les compléments suivants :

- Au cadre de contrat :
 - Article 1 : identification de la société, nom, titres et pouvoirs du signataire, élection de domicile,
 - Article 17 : l'article est à compléter afin de permettre l'application des articles 35 et 36,
 - Article 46 : montant en € pour le premier exercice de la dotation au compte de renouvellement,
 - Article 62 : tarifs de la part concessionnaire pour l'abonnement annuel et la redevance proportionnelle à la consommation. La tarification devra respecter les règles imposées par l'arrêté du 6 aout 2007 relatif à la définition des modalités de calcul du plafond de la facture d'eau non proportionnelle au volume d'eau consommé,
 - Article 63 et 65 : pondération des paramètres d'indexation. Les candidats devront justifier le choix des pondérations retenues qui devront être cohérentes avec la structure du compte prévisionnel d'exploitation fourni.

La somme des coefficients de pondération et du terme fixe devra être égale à 1. La valeur des indices de base sera complétée ultérieurement. Les valeurs des index seront complétées ultérieurement,

- Article 78 : engagements de performance souscrits par le candidat. Ceux-ci ne pourront se situer en deçà des seuils suivants :
 - Prestations aux abonnés :
 - taux de réponse au courrier dans un délai de 15 jours maximum (IP1) : 80% minimum
 - taux de respect du délai de fourniture des devis de branchement (IP2) : 80% minimum pour un délai de 15 jours maximum,
 - taux de respect du délai de réalisation des travaux de branchement neufs (IP3) : minimum 80% pour un délai de 30 jours maximum,
 - taux de respect du rendez-vous client (IP4) : minimum 85 % pour un délai de 8 jours maximum,

- taux de respect du délai de rendez-vous dans une plage horaire de 4 heures maximum (IP5) : 80% minimum
- taux de respect des délais d'intervention d'urgence dans les 3 heures maximum pour les jours et heures ouvrables et de 5 heures maximum les week-end, jours fériés et heures de nuit (IP6) : minimum 80%.
- Incidence sur le milieu naturel
 - taux de conformité du rejet de la station d'épuration à charge hydraulique inférieure ou égale à la charge nominale (IP 7) : 100%
 - indice de production de boues (IP8) : minimum 0,12 kg de matières sèches par m³ d'eau potable consommé servant d'assiette à la facturation du service,
 - taux de dysfonctionnement majeur du système de traitement (IP9) : inf à 0,5% au maximum.
- Réseau et continuité de service
 - indice de connaissance et de gestion patrimoniale (IP 10) : minimum 100 points 2 ans après la date de début du contrat
 - taux de respect du délai de réfection des voiries (cf. article 55) (IP 11) : minimum 80% pour un délai de 6 mois au maximum.
 - Taux d'arrêt de fonctionnement des stations de pompage (IP12) : inf à 1 %.

Les indicateurs de performance (IP) sont définis à l'article 79 du cadre de contrat.

- Au projet du règlement de service :
 - Préambule : désignation de l'entreprise
 - 1.2 : engagements de l'exploitant, modalités d'accueil et de règlement des factures,
 - Annexes 1 et 2 au règlement de service (tarifs et coordonnées)
- Au compte prévisionnel d'exploitation :

Les candidats complèteront chacune des rubriques du compte prévisionnel d'exploitation en charges et en recettes ainsi que le tableau de détail de certaines charges joint, la grille justificative des pondérations de la formule d'actualisation et le cadre de décomposition du branchement type. Le cadre des documents fourni ne pourra en aucun cas être modifié. Le compte d'exploitation fourni devra être à minima à l'équilibre.

L'assiette retenue pour le calcul des tarifs délégataires applicables est de 993 abonnés et 88 000 m³ (moyenne des 3 dernières années). Les éléments techniques joints permettront d'apprécier l'évolution du nombre des abonnés et des consommations.

- Au cadre d'inventaire et du plan prévisionnel de renouvellement

Les candidats complèteront le plan prévisionnel de renouvellement en respectant les catégories de renouvellement mentionnées au tableau. Chaque équipement figurant à l'inventaire devra être valorisé en valeur à neuf selon l'estimation du candidat. Pour les équipements relevant de la catégorie du renouvellement programmé, la règle suivante sera adoptée :

- si l'année prévisionnelle de renouvellement, estimée par le candidat, se situe au-delà de l'échéance du contrat, le matériel concerné sera affecté au renouvellement non programmé avec une valeur égale à la probabilité de défaillance avant cette échéance multipliée par la valeur du bien et divisée par la durée du contrat,
- si l'année prévisionnelle de renouvellement, estimée par le candidat, se situe avant l'échéance du contrat, le matériel concerné sera affecté en totalité au plan de renouvellement programmé avec une valeur correspondant au matériel neuf, y compris frais d'installation, divisée par la durée du contrat.

Pour le compte de renouvellement, les candidats affecteront au tableau une valeur égale à la probabilité de défaillance du matériel estimée par le candidat dans la limite de la durée du contrat multipliée par la valeur du bien et divisée par la durée du contrat,

- Au bordereau des prix de travaux neufs et de prestations diverses :

Le bordereau des prix sera complété en totalité par les candidats. Les prix indiqués seront applicables au premier exercice du contrat.

- Autres annexes au contrat :
 - o Un programme d'analyses : programme d'analyses réglementaires conformes aux prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015 et aux arrêtés de prescriptions locaux et programme complémentaire proposé par le candidat,
 - o Un projet de programme de maintenance préventive conforme aux dispositions de l'article 45 (ouvrage, équipement, opération, période mensuelle prévue) sera proposée par le candidat,

L'attention des candidats est attirée sur la cohérence des documents remis :

- Les charges portées au compte d'exploitation prévisionnel et au détail de certaines charges devront être cohérentes. A défaut, les charges figurant au cadre du compte prévisionnel d'exploitation (colonne total) seront rectifiées en tenant compte du détail des charges.
- Les valeurs portées aux lignes de charges relatives au renouvellement devront être cohérente avec le tableau de calcul détaillé du renouvellement. A défaut, les informations figurant au tableau de calcul détaillé du renouvellement prévaudront.
- Les tarifs indiqués au cadre de contrat et à l'annexe au règlement de service devront être cohérents. A défaut le cadre de contrat et l'annexe au règlement du service prévaudront.

La décomposition du prix du branchement type devra être cohérente avec le bordereau des prix unitaires. A défaut, le bordereau des prix unitaires prévaudra.

Les candidats ne devront en aucun cas modifier les grilles des documents fournis et les compléter en totalité. Les candidats pourront fournir tout détail à l'appui de leur offre pour préciser les différents postes de charges ou autres documents sous réserve d'avoir complété les documents fournis tel qu'exigé ci-dessus.

Les candidats sont informés que les dossiers incomplets ou ne répondant aux conditions énoncées au présent règlement de la consultation pourront être rejetés par la commission d'ouverture des plis. Cependant, si les documents ou informations manquantes ne sont pas de nature à compromettre l'égalité de traitement des candidats, les candidats seront invités le cas échéant à fournir les pièces manquantes dans un délai de 10 (dix) jours à réception de la demande. Les candidats qui refuseraient de fournir les éléments manquants tels qu'exigés par le présent règlement de consultation seront éliminés.

Variantes :

Les candidats peuvent proposer toutes variantes jugées utiles dans l'intérêt du service sous réserve d'avoir accepté sans réserve et complété le dossier de consultation tel que décrit ci-dessus. Chaque variante proposée devra être individualisée sous forme d'un dossier identifiable. L'impact tarifaire de chacune des variantes proposées devra en particulier être clairement identifié afin de permettre à la collectivité d'en évaluer l'intérêt.

Option :

Sans objet

Article 5 . Visite des ouvrages

Les candidats souhaitant visiter les ouvrages devront en faire la demande auprès de l'assistant à maîtrise d'ouvrage (2AE Assistance Environnement Aménagement, Tél : 05 59 06 83 55 – Courriel : 2ae.64@orange.fr). La visite des ouvrages n'est pas obligatoire. Cependant, les candidats qui n'auraient pas visité les ouvrages ne pourront prétendre à une méconnaissance de ceux-ci pour l'élaboration de leurs offres.

Article 6 . Contenu des dossiers à remettre par les candidats

a) Dossier de candidature

Les candidats remettront un dossier permettant d'apprécier leurs garanties professionnelles et financières, le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévus aux articles L5212-1 à L5212-4 du Code du travail, leur aptitude à assurer l'égalité de traitement des usagers et la continuité du service public. Ces appréciations seront faites au regard des documents suivants qui devront être remis par les candidats :

- Situation juridique – références requises :
 - o Lettre de jugement en cas de redressement judiciaire,
 - o La lettre de candidature (ou DC1) :
 - elle précisera l'identité du candidat et l'objet de sa candidature,
 - elle sera signée du dirigeant ou d'une personne habilitée et sera accompagnée des documents l'habilitant à engager la société,
 - o Une attestation sur l'honneur du respect des dispositions du code du travail en matière d'emploi des personnes handicapées,
 - o Une attestation sur l'honneur certifiant qu'ils n'ont pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour infractions visées aux articles L8221-1 à L8221-3, L8221-5, L8251-1, L5221-8, L5221-11, L8231-1 et L8241-1 et L8241-2 du Code du travail,
 - o Un extrait du registre du commerce et des sociétés (K-bis) ou toute pièce équivalente,
 - o Une lettre d'engagement au respect de l'intégralité des pièces du cahier des charges.
- Capacité économique et financière – références requises :
 - o Les attestations du candidat justifiant qu'il est en règle envers ses obligations fiscales et sociales,
 - o Les attestations d'assurance du candidat correspondant à l'activité, comprenant en particulier la couverture de la responsabilité civile des atteintes à l'environnement du fait de l'exploitation des ouvrages et de l'activité de gestion et d'élimination des boues,
 - o Une description détaillée de l'entreprise : actionnaires, moyens financiers, moyens techniques et humains, organisation interne, localisation, activités principales et accessoires, justifiant en particulier de sa capacité à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service,
 - o Les bilans et comptes de résultats des 3 dernières années.
- Références professionnelle et capacité technique – références requises :
 - o Les références du candidat en matière d'exploitation et de gestion de services d'assainissement collectif,
 - o Le candidat présentera, au minimum un tableau de références précisant : le nom de la collectivité, la nature de la convention (marché de prestations de service ou concession de service public), le nombre d'abonnés, le nombre de m3 traité et assujettis, les équipements exploités, les linéaires de réseau exploité, ou toute autre information que le candidat jugera utile permettant d'apprécier l'importance du service géré.

La candidature sera établie sous format numérique facilement lisible (fichiers au format PDF).

b) Dossier d'offre

Le dossier d'offre remis par les candidats sera constitué par les pièces suivantes dûment complétées et acceptées :

- Cadre de contrat complété, daté et signé, assorti des éventuelles dispositions modificatives proposées par les candidats en précisant, dans une note séparée, leur intérêt, y compris financier, pour la collectivité. Les éventuelles propositions modificatives ne seront acceptées que si elles présentent un réel intérêt pour la collectivité et si elles ne modifient pas substantiellement le cadre de contrat joint au dossier de consultation.

Les annexes suivantes au cadre de contrat seront par ailleurs fournies, datées et signées à partir des documents figurant au dossier de consultation ou à défaut proposées par le candidat :

- Projet de règlement du service complété (annexe 1), y compris les annexes 1 et 2 au règlement,
- Cadre du compte prévisionnel d'exploitation et annexes complétés (annexe 2),
- Cadre du bordereau des prix de travaux neufs et de prestations diverses **complété en totalité** (annexe 3),
- Inventaire des biens du service et cadre du plan prévisionnel de renouvellement complété (annexe 4),
- Programme d'analyses d'autosurveillance (annexe 7),
- Programme de maintenance préventive détaillé par équipement figurant à l'inventaire, par nature d'opération et par fréquence (annexe 8),
- Un mémoire justificatif (annexe 9), rédigé en langue française, détaillant les moyens, leur implantation géographique, et les méthodes mises en œuvre par le candidat pour :
 - o Assurer le service, sa continuité,
 - o Garantir les engagements de service souscrits,
 - o Maintenir et améliorer le service,
 - o S'inscrire dans le cadre d'une démarche de développement durable,
 - o L'évacuation des boues et sous-produits de l'assainissement tant en activité de collecte que d'épuration (désignation des centres de traitement agréés) ;
- La liste des documents à fournir par le concessionnaire (annexe 10),
- Tous autres éléments, renseignements, notices techniques, plans, ... que le candidat estimerait nécessaires à la bonne compréhension de sa proposition,

Les documents remis doivent être strictement conformes aux documents du dossier de consultation fournis aux candidats, sans modification, complétés selon les dispositions du présent règlement de la consultation. Ces documents, s'ils constituent une certaine contrainte pour les candidats, sont avant tout destinés à assurer la comparaison des offres et donc l'équité de traitement des candidats. Chaque candidat reste libre d'apporter toutes remarques et toutes précisions utiles sur document libre en complément du cadre de présentation complété.

Les candidats sont informés que le mémoire technique produit constituera une annexe au contrat.

Article 7 . Conditions de remise des propositions par les candidats

Les dossiers tels que définis au 6 ci-dessus seront remis par les candidats exclusivement sous format dématérialisé sur le profil d'acheteur du Syndicat intercommunal d'assainissement de Puyoô Bellocq Ramous.

Les offres devront parvenir avant la date et heure limite indiquée en page de garde du présent document, à défaut, elles seront écartées.

a) Généralités

1. Mise à disposition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : www.demat-ampa.fr

2. En cours de procédure, les échanges (demandes de compléments et précisions, nouvelles offres suite à négociation et réponses correspondantes) entre les candidats et la collectivité se déroulent par voie électronique via le profil acheteur ;
3. Remise de la candidature et de l'offre obligatoire par voie électronique via le profil acheteur. La réponse par voie papier n'est pas autorisée et sera déclarée irrecevable. Deux dossiers distincts devront être déposés (candidature et offre),

La signature électronique n'est pas requise lors du dépôt de l'offre mais reste possible.

4. Les candidats non retenus reçoivent les courriers de rejet par voie électronique en LRAR via le profil acheteur,
5. L'attributaire reçoit la notification de l'attribution en LRAR électronique via ce même profil acheteur,
6. Le contrat et ses annexes seront signés sous format papier.

b) *Transmission électronique*

Les plis devront parvenir avant la date et heure figurant en page de garde du présent document. Ils seront adressés par voie électronique sur le profil d'acheteur défini au I ci-dessus.

La signature des documents par un certificat de signature électronique n'est pas exigée. Les soumissionnaires sont informés que le seul dépôt d'une offre les engage juridiquement sur son contenu.

Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) : Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation des entreprises (DCE). Pour les pièces ne pouvant pas être remises sous un tel format (tels que fiches techniques fournisseurs, dossier photographique, mémoire justificatif, etc.), elles devront être transmises en format pdf.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les soumissionnaires sont informés que les demandes de compléments d'information et de précisions effectuées de façon dématérialisée par l'acheteur public ou toute personne désignée par lui (assistant à maîtrise d'ouvrage notamment) pourront être transmises par le biais du profil acheteur ou par courriel simple. La réponse de l'entreprise devra être transmise par le même support électronique que celui utilisé par l'acheteur ou son représentant.

c) *Transmission physique de la copie de sauvegarde (papier, clé USB, CR-ROM,...)*

La transmission des offres sur un support physique papier ou électronique (CD-ROM ou tout autre support matériel) n'est autorisée que pour la copie de sauvegarde dûment identifiée comme telle. En l'absence de dépôt d'une offre dématérialisée sur le profil acheteur, aucun dépôt physique ne peut être considéré comme copie de sauvegarde et le dépôt est alors traité comme une offre irrégulière.

La copie pourra être adressée aux coordonnées du maître d'ouvrage figurant en page de garde du présent document, sous pli cacheté, par tout moyen permettant de donner date certaine.

L'enveloppe contenant le support physique portera les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- L'objet de la consultation tel qu'il figure en page de garde du présent document
- Le nom du soumissionnaire.

Les conditions de présentations des plis sont similaires à celles exigées pour les réponses électroniques : les documents à signer électroniquement doivent être signés en version papier et la copie de sauvegarde doit parvenir avant les mêmes date et heure au siège du maître d'ouvrage.

Article 8 . Appréciation des propositions

a) Candidatures

La commission d'ouverture des plis dressera la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles, techniques et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail, et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

b) Offres

Les critères de jugement des offres seront notamment les suivants, sans classement hiérarchique :

- Qualité du mémoire justificatif et en particulier niveau des moyens mis en œuvre pour assurer l'exploitation et la continuité du service et proximité de ces derniers,
- Modalités d'accueil des usagers, y compris la proximité de l'accueil physique proposé
- Niveau des engagements de performances souscrits,
- Niveau des tarifs proposés, y compris ceux figurant au bordereau des prix des travaux neufs et des prestations diverses et au règlement de service.

Au vu de l'avis rendu sur les propositions régulièrement reçues par la commission prévue à l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président pourra engager librement des négociations avec le ou les candidats ayant présenté les propositions jugées les plus avantageuses. Les candidats invités à négocier devront obligatoirement être représentés par des personnes habilitées à engager leur société dans ces négociations.

Les négociations seront conduites dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

Article 9 . Clause de suspension de la procédure

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Puyoô Bellocq Ramous se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure de concession du service public d'assainissement collectif. Dans ce cas, les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

Article 10 . Renseignements complémentaires

Les candidats qui souhaiteraient obtenir des renseignements complémentaires devront déposer leur demande sur le profil d'acheteur du Syndicat intercommunal d'assainissement de Puyoô Bellocq Ramous au plus tard 15 jours avant la date de remise des propositions.

Les réponses aux demandes de renseignements seront communiquées sur le profil acheteur du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Puyoô Bellocq Ramous, sans mention d'origine de la question, à l'exclusion de tout autre média.

Fait à Puyoô, le 31 mars 2025

Le Président
Michel LABOURDETTE